

Afrique de l'ouest : les producteurs agricoles rejettent les APE et dénoncent le TEC de la CEDEAO

La plus grande organisation de producteurs agricoles d'Afrique de l'ouest, le ROPPA, a tenu sa 4e convention ordinaire du 30 mars au 2 avril derniers, au Sénégal. Différents pays membres ont été représentés à cette rencontre, qui a enregistré deux nouveaux adhérents, la Sierra Leone et le Ghana. Les débats et discussions à travers les plate-formes ont permis de dresser un bilan de cinq années d'existence, mais surtout les enjeux et défis à venir face à la situation du monde rural et des agriculteurs du Sénégal et d'Afrique.

Les APE cloués au pilori

L'un des points au centre des débats portait sur l'Accord de Partenariat Economique qui, en 2008, devrait remplacer les préférences commerciales non réciproques qui jusqu'ici fondaient les relations entre l'Union européenne et les pays ACP. L'APE actuellement en négociation sera conclu avec les pays de la CEDEAO, principale organisation d'intégration régionale réunissant 15 pays d'Afrique de l'ouest, les 8 de l'UEMOA et 7 pays non membres de l'UEMOA, dont le Nigeria, et le Ghana entre autres.

La pertinence et l'intérêt de cet accord pour la sous région sont cependant très contestés par un nombre croissant d'acteurs qui y voient un danger à la fois pour l'intégration, l'industrie et l'agriculture de la région. Une campagne a d'ailleurs été lancée dans la région par des organisations de la société civile aux fins de stopper le processus de négociation en cours.

Pour les membres du ROPPA, la conclusion d'un APE serait une option suicidaire pour la région qui exposerait ainsi son agriculture, de type familiale et très vulnérable aux chocs des marchés extérieurs, à une concurrence directe des productions européennes. Selon les membres du ROPPA, l'APE serait une menace pour plus de 15 millions de familles rurales, mais aussi pour l'économie sous-régionale dont la croissance repose en grande partie sur l'agriculture paysanne.

Le président du ROPPA, Ndiogou Fall, pense que cet accord, s'il devait se concrétiser dans le contexte actuel, marqué par une faible protection du marché sous-régional, «conduirait sans aucun doute à la disparition de plusieurs milliers d'exploitations familiale et à une dépendance alimentaire». Mieux, ajoute-il, l'agriculture européenne a bénéficié de 50 ans de protection, de

modernisation et d'organisation, avant d'atteindre aujourd'hui des niveaux de production élevés.

Analysant les incidences des politiques néolibérales actuellement mise en œuvre dans le monde et en Afrique, M. Fall a affirmé que « les négociations de l'OMC, qui reposent sur une logique de libéralisation et de compétition entre les agricultures du monde, ne vont pas favoriser la petite agriculture familiale ouest africaine. Toute la politique néolibérale menée en Afrique ne répond jamais à la spécificité, encore moins à l'environnement africain. Les politiques africaines ont aujourd'hui une dimension qui ne saurait se mesurer à la dimension internationale. Les accords de partenariat ne visent rien d'autre que d'ouvrir le marché de notre agriculture qui ne tient pas debout, à des produits perfectionnés et subventionnés. Et tels qu'ils sont conçus, ils peuvent faire voler en éclats la sécurité, la souveraineté et l'autosuffisance alimentaire. Forts de cela, les accords de partenariat, tels que nos chefs d'Etat veulent les accepter, seraient le suicide des agriculteurs de l'Afrique. C'est pourquoi, au ROPPA, nous disons haut et fort que ces accords de partenariat doivent être revus dans le sens que l'ouverture vers les marchés ne doit pas être acceptée. On doit travailler à rassurer, sécuriser l'agriculture africaine, avant qu'on ne parle des APE, car cela fait des siècles que l'Europe a fermé son marché »

Dès lors, il serait hasardeux de mettre en concurrence les deux types d'agricultures. «Là où l'agriculture africaine fait 500 kg à l'ha, l'européenne en fait 7 tonnes à l'ha.» C'est vouloir tuer l'agriculture africaine que de la mettre en compétition, pense Jacques Bonou, vice-président du ROPPA. Ce point de vue est partagé par Jean Michel Lemétayer, président de la FNSEA. «Il faut obtenir pour les pays de l'Afrique de l'Ouest la protection de leur agriculture en faisant en sorte que les

paysans puissent vivre de leur produit, il faut les protéger dans leur métier ; ce que nous avons la chance d'avoir en Europe depuis plus de 40 ans. Il faut faire de même ici.» La finalité de toutes ces actions, c'est d'arriver à une sécurité, une souveraineté et une autosuffisance alimentaire. Cela est bien possible, selon Lemétayer, en «révolutionnant l'agriculture et en acceptant de la protéger».

La crise alimentaire qui a frappé une partie du Sahel, avec son épice au Niger, rappelle la fragilité des systèmes agricoles et de l'inadaptation des politiques agricoles et de développement. Par ailleurs, cette crise a confirmé l'échec des stratégies de sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et les programmes d'ajustement structurel. C'est pourquoi, une intervenante du Mali a soutenu que «la crise aurait pu être évitée si l'agriculture avait la place qui lui revenait de droit dans les politiques de développement économique et social». D'ailleurs, afin d'éviter que des situations pareilles ne se reproduisent, elle a proposé la création de cellules ou de bureaux dans chaque pays membre pour faire face aux cataclysmes.

Seulement, le coordonnateur du ROPPA-Sénégal nourrit des appréhensions sur la question. En effet, le président de la filière rizicole de la vallée du fleuve Sénégal s'inquiète de la baisse des investissements des gouvernements nationaux dans le monde rural. La conviction de M. Sarr est que les gouvernements doivent prendre en charge les financements et les investissements. «Il faut passer de 10% du budget alloué à l'agriculture à 30%, car l'Afrique ne pourra tirer son épingle du jeu que si les budgets nationaux auront atteint ce stade.» Et cela, de l'avis de Saliou Sarr, passe par une

mobilisation et une bonne élaboration d'une stratégie.

Revenant sur le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO, actuellement au centre de vives controverses, les membres du ROPPA ont réaffirmé leur volonté de dénoncer l'extension du TEC de l'UEMOA qui a un droit de douane maximum de 20% à l'ensemble de la CEDEAO. Ce TEC serait en contradiction flagrante avec les dispositions prises dans le cadre de la politique agricole de la CEDEAO. C'est pour cette raison que le ROPPA a proposé l'adoption de la cinquième bande proposée par le Nigeria, qui consiste à sélectionner un certain nombre de produits stratégiques et de leur appliquer des tarifs allant jusqu'à 50.

Sources : allafrica.com ; le soleil ; ROPPA